

# Central Electricity Board : des actions syndicales en cas de privatisation ou de 'corporatisation'

20 JANVIER 2020  
0 COMMENTAIRE



BY DANNY IP KAI YUEN Contact: [danny@defimedia.info](mailto:danny@defimedia.info)



Les employés sont contre l'idée de la privatisation du Central Electricity Board.

2020 s'annonce très électrique au niveau du Central Electricity Board (CEB). Les différentes structures syndicales se préparent activement à engager des actions de grande ampleur si le management et le gouvernement « corporatisent » l'organisme avec un partenaire stratégique du privé.

Clency Bibi, de la CEB Staff Association, monte au créneau. « L'idée de « corporatiser » le CEB ne date pas d'hier. Avec les déclarations du ministre des Services publics, Ivan Collendavelloo, il est clair que la « corporatisation » du CEB reste sa priorité », explique le syndicaliste.

**Il ajoute que pour les employés, cela signifie une privatisation de l'organisme. « Ce sera une lutte acharnée en 2020, car nous sommes totalement contre cette idée. Il y a des experts et des consultants à Maurice pour mettre en place cette corporatisation », ajoute-t-il.**

**C'est le même son de cloche pour Ivor Tan Yan de l'Union of Employees of CEB. « Le CEB est une compagnie qui fonctionne bien et les profits de plusieurs milliards en sont la preuve. Nous sommes contre toute forme de privatisation ou de « corporatisation ». Le CEB doit rester une compagnie centrée sur le service public », estime Ivor Tan Yan.**

**Selon lui, il y a une stratégie claire de créer des compagnies subsidiaires qui empiètent sur le travail qu'accomplissaient les employés du CEB. « En novembre 2019, nous avons organisé une manifestation à Rose-Hill et si les autorités persistent avec l'idée d'une privatisation déguisée, nous allons répondre avec des actions syndicales sans précédent », poursuit-il.**

**Dans le cadre du projet de « corporatisation » du CEB, les services de la firme consultante CPCS Transcom Ltd avaient été retenus en mai 2019 par l'African Legal Support Facility. Cette dernière est l'assistant juridique du CEB et la facture se monterait à Rs 17,2 millions.**

**Ivan Collendavelloo avait affirmé dans une réponse à une question parlementaire sur la question que depuis 2002, il y a une nécessité de revoir la structure du CEB qui est à la fois régulateur et opérateur.**

## **Litige industriel devant l'ERT**

**Le litige qui opposait l'administration du CEB et les employés de l'organisme sera entendu devant l'Employment Relations Tribunal (ERT), les 27 et 29 janvier 2020. Avec en vue le déblocage des négociations entre le CEBSA et la direction du CEB sur une hausse salariale de 10 % à 12 %, les conditions de travail et vingt-cinq autres points qui datent de deux ans.**

**Pour Clency Bibi, vice-président de l'association, il n'y a pas eu de négociation cohérente de la part du CEB depuis le début. La nouvelle grille salariale qui concerne plus de 600 employés n'a pas été définie par la direction. De ce fait, le syndicat n'a eu**

**d'autre choix que de se tourner vers la Commission conciliation et médiation qui a confié l'affaire à l'ERT.**